

Déjà 170 jours de crise politique...

Caroline Sägesser

Deux semaines se sont écoulées depuis le scrutin du 26 mai. La poussière retombée, le caractère dramatique des résultats semble estompé. On reparle désormais des probabilités de voir se constituer ici une Violette, là une Bourguignonne ou encore un Arc-en-ciel. La Belgique fait preuve de longue date d'une certaine imagination poétique quand il s'agit de qualifier les coalitions gouvernementales, dont les possibilités ont augmenté au fur et à mesure de l'élargissement de l'offre politique. Les résultats du scrutin n'en ont pas cessé toutefois d'être inquiétants.

En jaune et noir

Premier sujet de préoccupation, le score de l'extrême droite en Flandre. Le Vlaams Belang qui flirte avec les 20 %, on n'avait plus vu cela depuis douze ans. Et on ne l'avait pas vu venir, du moins pas avec cette ampleur. Passée la surprise du constat que l'extrême droite n'a pas seulement récupéré les électeurs déçus de la N-VA, mais qu'elle a également attiré de nombreux primo-votants et des électeurs d'autres partis, on s'est interrogé sur la possibilité d'une rupture du cordon sanitaire. D'autant que les trois partis traditionnels totalisent désormais moins de 40 % au Parlement flamand. La première réponse est venue du Palais, le roi décidant finalement de recevoir Tom Van Grieken, le président du VB. Si les protestations ont été soutenues du côté francophone, on peut penser que la décision contraire aurait été accueillie avec encore plus d'hostilité au nord du pays et que, tant pour l'avenir du pays que pour celui de la monarchie, Philippe a sans doute posé un choix logique.

Depuis lors, le climat semble calmé, et c'est sans grande émotion que l'on a accueilli la nouvelle de l'inclusion du VB dans le deuxième round de consultations menées par Bart De Wever au nord du pays. Il s'agit pourtant d'un signal beaucoup plus significatif. Au-delà de la simple courtoisie étendue même à ceux qui ne partagent pas les mêmes valeurs, l'invitation illustre une volonté réelle des nationalistes flamands de discuter avec l'extrême droite. Déjà le soir des élections, le président de la N-VA parlait de la victoire des nationalistes flamands, sans employer les termes extrême droite. Et derrière lui, on a vu en direct ses proches lieutenants se réjouir tant, semblait-il, de la limitation de la casse en ce qui concernait leur parti que de la progression du VB. Theo Francken, jubilant, a même osé un « *Samen, een meerderheid?* »¹.

¹ « Ensemble, une majorité ? »

On le sait, la N-VA et le VB n'ont pas cette majorité : ensemble, ils disposent de 58 sièges sur les 124 que compte le Parlement flamand, et ni le CD&V ni l'Open VLD ne paraissent disposés à faire l'appoint pour rompre le cordon sanitaire. Alors, cette seconde invitation s'inscrit-elle comme la première dans une volonté de « respecter » les électeurs du Belang qui constituent un réservoir de soutien pour la N-VA ? Ou bien Bart De Wever croit-il possible d'obtenir quand même le soutien d'un autre parti, ou d'au moins 5 dissidents à l'intérieur de ces partis ? À moins qu'il ne tente de s'appuyer sur la force du VB pour imposer son propre programme aux partis démocratiques avec lesquels il s'alliera finalement... La première hypothèse demeure de loin la plus probable, mais les francophones auraient grand tort de ne pas prêter une oreille très attentive aux discussions qui se déroulent au nord du pays.

Une Chambre fracturée

Et ce d'autant plus que l'avenir même de ce pays apparaît aujourd'hui, au moins autant que jamais, incertain. La répartition des sièges à la Chambre des représentants offre *grosso modo* trois possibilités de coalition fédérale. La première est une alliance généralisée contre la N-VA (et le VB), de tous les autres partis flamands – donc en ce compris le PTB (PVDA) – afin d'obtenir une (courte) majorité au sein du groupe linguistique néerlandais (46 sièges sur 89). Sa probabilité est quasiment nulle.

Plus vraisemblable est la variante de la précédente : elle regrouperait les trois partis politiques traditionnels et Groen, ou seulement trois de ces formations, et ne disposerait donc pas d'une majorité dans le groupe linguistique néerlandais. Elle associerait les mêmes partis du côté francophone, sans doute sans le CDH qui a annoncé sa volonté de se refaire une santé dans l'opposition à tous les niveaux. C'est l'option que le président du PS a appelée de ses vœux dès le lendemain du scrutin. Sachant qu'un voire probablement deux de ces mêmes partis seront forcément alliés à la N-VA au gouvernement flamand, il est extrêmement douteux qu'ils décident, au moins à brève échéance, de suivre la voie tracée par Elio Di Rupo et de laisser de côté à l'échelon fédéral leur partenaire au gouvernement flamand, d'autant moins qu'ils redoutent certainement l'impact sur les électeurs flamands de la constitution d'un gouvernement fédéral dominé par les francophones. Pour qu'une telle coalition paraisse plus évidente, sans doute aurait-il fallu que CD&V, Open VLD, SP.A et Groen disposent ensemble d'une majorité tant au sein du Parlement flamand que du groupe linguistique néerlandais à la Chambre, bref, que la progression de Groen ait été plus vigoureuse et le repli des partis traditionnels moins sévère. Cette option, qui permettait même à certains d'envisager que Kristof Calvo devienne Premier ministre, s'est évanouie dès le soir du 26 mai... Toutefois, peut-être qu'au terme de longs mois de blocage, les responsables politiques flamands pourraient prendre en quelque sorte la décision de « sauver le pays » plutôt que leur parti... À moins que la N-VA, repliée sur la Flandre éventuellement dirigée par son président, favorise la constitution de ce gouvernement d'une Belgique dont elle se désintéresse définitivement. Reste à trouver ce qui pourrait motiver une telle décision de la N-VA et, plus encore, ce qui pourrait pousser les autres partis flamands à l'accepter. Donc, une fois encore, écouter ce qui se passe au nord du pays est indispensable...

Troisième possibilité, un gouvernement avec la N-VA. C'est l'option bourguignonne, qui associe les Rouges, les Bleus et les Jaunes. On aurait pu parler d'une colombienne ou d'une moldave, mais sans doute la référence à une époque autrefois enseignée comme

glorieuse pour nos contrées unifiées (sauf les Liégeois, mais ne chipotons pas) sous les ducs de Bourgogne s'impose-t-elle aujourd'hui avec quelque pertinence. Cette majorité de 80 sièges disposerait en outre d'une majorité dans chaque groupe linguistique. Majorité de la dernière chance ? Majorité de perdants ? Elle pourrait gagner de la largeur et de la couleur en s'adjoignant les Verts, mais la principale difficulté de cette configuration – concilier la N-VA et les socialistes – serait déjà suffisamment lourde pour ne pas tenter en outre de faire cohabiter les nationalistes flamands et les écologistes, que les premiers assimilent à l'extrême gauche. À ce stade, cette troisième possibilité est la plus plausible, ou en tout cas la moins impossible...

Combien de temps ?

Associer N-VA et PS exigera toutefois du temps et beaucoup d'imagination. La N-VA a annoncé qu'elle exigerait l'ouverture d'un débat institutionnel. De quelle profondeur ? On sait que la liste des articles de la Constitution ouverts à révision est très courte. Cependant, la N-VA a rappelé que bien des réformes pouvaient être faites via des lois spéciales. Une voie qui, toutefois, permet de modifier la répartition des compétences mais guère l'organisation de l'État. Certains observateurs ont estimé que ce pourrait être l'occasion d'un grand chantier de réflexion, de modernisation des institutions et de la Constitution. Qui pourrait passer par un accord politique, une dissolution de la Chambre après le vote d'une très large déclaration de révision de la Constitution et des élections anticipées pour des Chambres fédérales constituantes.

Séduisant à certains égards, le raisonnement tient peu compte de la frilosité de partis politiques qui sont sortis perdants du scrutin multiple du 26 mai, et qui ont par ailleurs tendance à estimer, à tort ou à raison, que des élections rapprochées mécontentent l'électeur et favorisent les votes de protestation. Sans doute feraient-ils bien de considérer que, si la démission du gouvernement Michel II en décembre dernier avait été suivie, comme cela eût été logique, d'élections fédérales anticipées, rien n'indique que leur résultat aurait été aussi problématique que celui auquel nous sommes aujourd'hui confrontés. La complexité aurait en tout cas été moindre puisqu'il n'aurait alors pas fallu former six gouvernements dans l'immédiat, mais un seul.

Le gouvernement fédéral est en affaires courantes depuis le 21 décembre dernier. Cela fait donc déjà bientôt six mois sans gouvernement – et sans budget. C'est là une différence essentielle avec la crise de 2010 qui a débouché sur la plus longue période sans gouvernement de plein exercice de la Belgique, voire du monde : 540 jours, et même 588 si on compte dès l'acceptation de la démission du gouvernement Leterme II par le roi Albert II. Nous partons ici avec un « passif », qui nous ferait battre le record précédent après « seulement » un peu plus d'un an de négociations infructueuses, soit le 1^{er} août 2020, date à laquelle nous n'aurions plus de gouvernement depuis 589 jours... Mais les informateurs royaux, Johan Vande Lanotte et Didier Reynders, assurent que l'on n'en arrivera pas là. Le second a estimé au terme d'une première semaine de la mission d'information « qu'un scénario tel que nous avons connu entre 2010 et 2011 n'est plus possible aujourd'hui pour la formation d'un gouvernement ». Compte tenu des réalités exposées ci-dessus, il n'est toutefois pas sûr que la formation d'un gouvernement fédéral sera rapide pour autant...

Entre-temps, comme lors de la crise précédente, nous aurons probablement des gouvernements dans toutes les entités fédérées. Dès le 29 mai, les germanophones ont ouvert la voie, l'équipe d'Oliver Paasch ayant résigné un bail à la tête de la plus petite Communauté du pays. Si la Flandre a été évoquée plus haut, le retrait annoncé du CDH des négociations restreint les possibilités en Wallonie et à la Communauté française. La coalition dite FGTBiste (PS-Écolo-PTB) paraissant peu probable, le choix se fera plus vraisemblablement entre la Violette (PS-MR) et l'Arc-en-ciel (PS-MR-Écolo). Si la simplicité et la volonté d'Écolo de ne pas entrer dans des majorités où il n'est pas indispensable plaident pour la bipartite, le choix de ne pas constituer une coalition de perdants et l'absence de majorité symétrique possible à Bruxelles favorisent l'Arc-en-ciel. À Bruxelles, il faudra toutefois également compter avec Défi qui est, des partis de la majorité sortante, celui qui s'est le mieux défendu le 26 mai. Les négociations au sein des entités fédérées sont, semble-t-il, ralenties afin de faciliter les discussions au niveau fédéral. Cette démarche ne pourra cependant pas durer indéfiniment.

*

* *

Si la formation des gouvernements des entités fédérées va probablement retenir l'attention dans les jours prochains, elle ne devrait pas faire perdre de vue l'un des enjeux majeurs des résultats du scrutin du 26 mai. Par sa force retrouvée, l'extrême droite flamande contribue sérieusement au blocage actuel au niveau fédéral – ce qui n'est sans doute pas pour lui déplaire. Toute la difficulté consiste à sortir de cette situation par une voie qui ne conduise pas... à un renforcement du Vlaams Belang.

Cet article a été publié sur : www.revuepolitique.be, 10 juin 2019.

Pour citer cet article dans son édition électronique : Caroline SÄGESSER, « Déjà 170 jours de crise politique... », *Les @analyses du CRISP en ligne*, 10 juin 2019, www.crisp.be.